



Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

CONVENTION ANNUELLE

Appui financier aux CCAS rencontrant des difficultés à mettre en œuvre leur obligation de domiciliation des personnes sans domicile stable

Entre

L'État, Préfecture du département de la Seine-Maritime, représenté par le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, Monsieur LEPREVOST Vincent et désigné sous le terme « la DDETS », d'une part,

Et

LE CCAS de Rouen, représenté par Madame DUTARTE Caroline en sa qualité de Vice-Présidente, et désigné ci-après par les termes « CCAS »,

N° SIRET : 267 600 450 000 14

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La domiciliation administrative permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable, au sens où elles n'ont pas un accès constant et confidentiel à leur courrier, de disposer d'une adresse. Cette adresse leur permet d'accéder à leurs droits civiques (délivrance d'un titre national d'identité, inscription sur les listes électorales...) et sociaux (prestations sociales...). La domiciliation est un élément essentiel de la lutte contre le non recours aux droits et pour la sécurisation des démarches (réception de convocations, etc.).

Bien qu'il soit particulièrement difficile de comptabiliser le nombre de personnes ayant un besoin de domiciliation, le rapport de la fondation Abbé Pierre évalue à plus d'un million les personnes sans domicile stable (personne à la rue ou dans des habitats de fortune, gens du voyage, personne hébergée chez un tiers).

La loi Dalo du 5 mars 2007 établit un « droit à la domiciliation » au bénéfice des personnes dépourvues de résidence stable. Le principe général est que toute personne doit disposer d'une adresse pour accéder à ses droits civiques, civils ou sociaux. La domiciliation peut être effectuée par un centre communal d'action sociale, un centre intercommunal d'action sociale ou un organisme agréé par la préfecture à cette fin. Toutes les communes ont de droit la compétence de domiciliation et ont l'obligation de domicilier dès lors que la personne présente un lien avec la commune. En l'absence de CCAS ou de CIAS, la compétence de domiciliation doit être directement exercée par la mairie.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (2019-2022), puis le Pacte des Solidarités, ont rappelé l'importance du droit à la domiciliation pour lutter contre le non-recours aux



droits et ont prévu, depuis 2021, des crédits à destination des organismes agréés afin de permettre l'effectivité de ce droit. Les associations sont agréées par le Préfet de département, et les subventions sont gérées par les services déconcentrés de la DGCS.

Depuis 2007, et plus encore depuis 2021, l'UNCCAS (Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale) ainsi que plusieurs CCAS ont exprimé leur difficulté à répondre à la demande de domiciliation, compte tenu des coûts importants que cela représente dans certains territoires.

Pour soutenir les CCAS dans la mise en œuvre de leur obligation de domiciliation des personnes sans domicile stable, l'appel à manifestation d'intérêt national a été lancé par l'État en 2023. La présente convention a pour objet d'attribuer un appui financier au CCAS pour l'année 2025, conformément aux objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt et au projet présenté par le CCAS.

Considérant la demande du CCAS en date du 13 novembre 2025,

Considérant que le projet présenté par le CCAS s'inscrit en cohérence avec les objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt porté par l'Administration,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le CCAS s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant précisé en annexe I de la présente convention.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne². Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de 1 an.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **28 592 €** conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
 - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
 - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
 - sont dépensés par l'Association ;
 - sont identifiables et contrôlables ;

² Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.



- Et le cas échéant, les coûts indirects (ou « frais de structure »).

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le CCAS peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé évisé à l'article 3.1.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 L'Administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **28 592 €**, au regard du montant total estimé du coût éligible du projet du CCAS, établi à la signature de la présente, tel que mentionné à l'article 3.1.

4.2 La contribution financière de l'Administration mentionnée au paragraphe 4.1 n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances ;
- Le respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'Administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour l'année 2025, l'Administration verse **28 592 €** à la notification de la convention.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie interministérielle de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté », code activité 035450192304, compte PCE 6541200000 du budget de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances, pour l'exercice 2025.

5.3 La contribution financière est créditée au compte du CCAS selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à : Trésorerie de Rouen Métropole – 86 bd d'Orléans 76037 Rouen cedex

Code banque		Code guichet		Numéro de Compte			Clé RIB
30001		00707		C7600000000			04
IBAN							BIC
FR50	3000	1007	07C 7	6000	0000	004	BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques du Calvados.

ARTICLE 6 - JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce tels qu'approuvés par l'assemblée générale ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité du CCAS tel qu'approuvé par l'assemblée générale.



ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le CCAS informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le CCAS en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le CCAS s'engage à faire figurer le logo du ministère ou mentionner de manière lisible son concours dans tous les documents produits dans le cadre de la convention (publication, communication, information) relevant des objectifs conduits.

7.4 L'Association s'engage à mettre en œuvre les engagements figurant en annexe I, en garantissant le respect des principes de laïcité contenus dans la loi du 9 décembre 1905.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3 L'Administration informe le CCAS de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 Le CCAS s'engage à fournir, au moins six mois après la première année d'exécution puis six mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à une évaluation contradictoire qualitative et quantitative avec le CCAS portant sur la réalisation du projet.

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION



10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. Le CCAS s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et le CCAS. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse⁶.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

⁶ La résiliation pour motif d'intérêt général ouvrant droit à indemnité est un principe général du droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire Commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans avoir à la mentionner.

Le

Pour le CCAS

(Signature et cachet)

Pour l'Administrat



ANNEXE I : LE PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202588-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

LE CCAS s'engage à mettre en œuvre le(s) projet(s) suivant:

Projet : Domiciliation des personnes sans domicile stable

Charges du projet	Montant de la Subvention DGCS	TOTAL des financements publics affectés au projet
164 417,00 €	28 592,00 €	28 592,00 €

a) Objectif(s) :

Face à la montée en charge des demandes déjà très importantes (effet ville centre et paupérisation) et du contexte budgétaire contraint du CCAS de Rouen, permettre de dédier 2 ETP chargés de la domiciliation pour faciliter l'accès aux droits et prestations au plus grand nombre de personnes sans domicile stable avec le plus de réactivité.

b) Public(s) visé(s):

Toute personne sans domicile stable justifiant d'un lien avec la commune.

Tous les services proposés sous le CCAS sont gratuits, universels et inconditionnels. Ils s'adressent à tous les publics sans domicile stable ayant un lien avec la commune au sens des articles L. 264-1 et suivant du code de l'action sociale et des familles.

Motifs principaux : Droit AME, ouverture de droit CAF, adresse pour demande de titre de séjour à la Préfecture, ouverture de compte bancaire, inscription école principalement faite au mois de septembre/octobre, séparation/violences conjugales, habitat mobile (gens du voyage/saisonnier), logement.

c) Localisation:

Espace dédié à la domiciliation au sein du siège du CCAS de Rouen.
Accueil au 2 rue de Germont (site multi services sociaux)

d) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

2 ETP Travailleurs sociaux + 30 % cadres + 25 % assistante (travail administratif très important)

Un Travailleur Social urgentiste au CCAS pour les évaluations, aide d'urgence.

En cas de diminution du personnel dédié, le CCAS serait contraint de diviser par deux sa capacité de domiciliations.

Moyens matériels :

Logiciel SONATE (commun à tous les services, facilitant le parcours usager entre les services) permet le suivi statistique et l'édition des courriers.

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS



Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

La subvention a pour objet de permettre au CCAS de mettre en œuvre le déploiement du projet susmentionné.

Indicateurs quantitatifs et qualitatifs :

Critères quantitatifs :

- Nombre d'entretiens
- Nombre de domiciliations accordées / refusées
- Nombre d'entretiens de réorientations
- Nombre de passages courriers
- Nombre de sorties du dispositif
- Nombre de renouvellements

Critères qualitatifs :

- Évaluation qualitative des actions menées (notamment partenariat, accompagnements sociaux mis en œuvre), difficultés rencontrées et perspectives.

ANNEXE III: BUDGET GLOBAL du PROJET

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Projet n°

6. Budget⁵ du projet

Année 2025 ou exercice du au



CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1100	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	1100	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	164417
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	150	DDETS	28592
Locations	100		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	50		
62 - Autres services extérieurs	450	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	350	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	100	CCAS de Rouen	135825
63 - Impôts et taxes	1370		
Impôts et taxes sur rémunération	1370		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	161347	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	112578	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	46869	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1900	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	164417	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	164417

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	164417	TOTAL DONT CVN	164417

La subvention sollicitée de 28592 €, objet de la présente demande représente 17,36 % du total des produits du projet dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.